

Guide de mise en œuvre NCLB

L'aspect du processus NCLB concernant le maintien de l'ordre et les services de police communautaire

Juillet 2008



Services de maintien de l'ordre

Aperçu

Vision

Processus de mise en œuvre

Étape 1: Établissement du sous-comité de maintien de l'ordre ou de la prévention

Étape 2: Révision d'évaluation des besoins pour identifier les enjeux de grande priorité en matière de maintien de l'ordre

Étape 3: Établissement des buts, objectifs et tâches du Service de maintien de l'ordre

Étape 4: Identification des ressources additionnelles pour la stratégie de maintien de l'ordre

Étape 5: Développement d'un plan de mise en œuvre pour la stratégie de maintien de l'ordre

Les services de police communautaire

Aperçu

Vision

Processus de mise en œuvre

Étape 1: Création d'un partenariat de maintien de l'ordre dans le quartier

Étape 2: Détermination des caractéristiques du quartier

Étape 3: Développement d'un réseau d'information et de communication

Étape 4: Évaluation et développement de ressources

Étape 5: Développement d'un plan de mise en œuvre

Étape 6: Collaboration dans la résolution des problèmes

Étape 7: Contrôles et évaluation du succès

Hypothèses principales

Changement de la philosophie et de la culture du maintien de l'ordre

Changement du comportement de l'agent de patrouille pédestre

Changement organisationnel pour permettre un service de police communautaire

Rôle de la direction et des superviseurs

Restauration du quartier

Aperçu

Vision

Processus de mise en œuvre

Étape 1: Création d'un sous-comité

Étape 2: Révision des évaluations faites sur les besoins du quartier

Étape 3: Formulation des buts et objectifs

Étape 4: Développement des activités pour atteindre les buts et objectifs

Étape 5: Obtention de l'approbation du comité directeur

Étape 6: Ajustement des buts, objectifs et activités

Étape 7: Évaluation du plan de restauration du quartier

Hypothèses principales

Services de maintien de l'ordre

Aperçu

Dans certains quartiers d'Ottawa, aborder la peur ou l'existence de la criminalité serait prioritaire dans les prises de mesures. Suivant notre expérience de travail dans quatre de ces types de communautés, nous résumons dans les lignes qui suivent ce qui a été fait pour traiter la question du maintien de l'ordre et des activités de police communautaire dans le cadre du composant « service » d'*Aucune communauté laissée de côté*. Ce qui a été fait se basait sur les résultats fructueux des initiatives de police communautaires ailleurs.

Cette partie du guide montre comment les processus de collaboration, les activités de coordination et les stratégies focalisées conduisent à la réduction de la criminalité, de la violence et de la peur chez les membres de la communauté. La partie sur le maintien de l'ordre se focalise sur les stratégies du SPO et de ses partenaires pour enlever des quartiers ayant les plus grand taux de criminalité les criminels sérieux et visibles. Des options, telles que les patrouilles avec OCH sécurité, le partage de l'information avec les autres agences de sécurité, octroi de la permission de donner des contraventions pour « pénétration de propriété privée » au SPO etc., font partie de l'approche pour réduire à long terme les comportements criminels.

Vision

Dans les quartiers ayant les plus grands taux de criminalité, le processus NCLB se focalise sur la correction et la prévention qu'il considère comme deux composants clés. Les forces de l'ordre réguliers et les services de police communautaire représentent l'aspect correctionnel de la stratégie. L'intervention, la prise en charge personnelle, et la restauration du quartier représentent la phase de prévention. Les services de police communautaire seraient impliqués à la fois dans les aspects correctionnel et de prévention et constitueraient un pont entre les deux composants.

La portion correctionnelle du processus NCLB rassemble les ressources pour le maintien de l'ordre qui existent dans le quartier sélectionné pour réduire la criminalité et la violence. Cela est important dans la transformation des quartiers ayant un plus grand taux de criminalité. Elle réduit la peur chez les membres de la communauté et améliore leur qualité de vie. La présence constante de crimes et de la criminalité indique dans quel quartier il est impossible de vivre, de travailler ou de visiter en sécurité. L'investissement dans les activités de développement social ne porte pas fruits si les membres de la communauté ne sont pas intéressés à participer. Les membres de la communauté vivent dans la peur et n'ont presque pas d'espoir pour l'avenir, à moins que le crime et la violence ne soient réduits.

La stratégie du maintien de l'ordre met l'accent sur la suppression des crimes violents, des activités de gangs, et les crimes reliés à la drogue. Les efforts sont concentrés principalement sur l'identification, l'arrestation, la poursuite en justice des résidents et non-résidents impliqués dans les activités criminelles.

La stratégie *Aucune communauté laissée de côté* donne la priorité aux tactiques qui se focalisent sur l'enlèvement rapide de la plupart des criminels sérieux et visibles des quartier en collaboration avec les locateurs, qu'ils soient la Société des logements communautaires d'Ottawa ou une autre agence privée.

La stratégie de maintien de l'ordre est développée et entreprise à travers les processus de collaborations locales dans lesquelles le comité directeur du NCLB joue le rôle de chef de file. Le SPO se charge du composant de l'application de la loi. Cependant, le SPO se réunit avec les partenaires sous forme de sous-comités. D'autres partenaires sur le sous-comité pour le maintien de l'ordre sont souvent les leaders de communautés et le personnel des agences qui travaillent directement avec la communauté concernée. Son but est de : a) déterminer les enjeux de criminalité prioritaires b) développer la stratégie de maintien de l'ordre et résoudre les enjeux ou faire des recommandations concernant les enjeux pertinents au processus *Aucune communauté laissée de côté*.

La première tâche du sous-comité est d'arriver à un consensus sur les enjeux de criminalité prioritaires. Ensuite, on développe les buts et objectifs spécifiques, et un plan pour la mise en œuvre de la stratégie. Les buts du maintien de l'ordre sont établis pour:

- Réduire les crimes violents;
- Éliminer les marchés visibles et cachés de drogue;
- Réduire la criminalité chez les jeunes.

Les tâches identifiées dans la stratégie sont entreprises principalement par le biais d'une collaboration entre les forces de maintien de l'ordre régulières et les autres agences de services de sécurité qui opèrent dans l'endroit en question et qui se concentrent sur des activités criminelles spécifiques telles que le trafic de drogue, la vente de drogues dans les rues, le vandalisme, et autres activités criminelles. Une gamme de stratégies est utilisée pour aborder les priorités sur lesquelles l'on s'est entendu.

Les programmes de maintien de l'ordre fructueux incluent les programmes d'intervention contre les gangs, d'enquête intensive sur la drogue et l'application ciblée de la loi. Chaque site NCLB détermine quelles stratégies sont praticables afin de les mettre en œuvre et produire le meilleur impact sur la criminalité.

Une fois l'ébauche de la stratégie de maintien de l'ordre terminée, elle est approuvée par le comité directeur, qui s'assure que le plan est réellement de collaboration, reflète les perspectives et opinions des membres de la communauté et soutien ou reste lié aux autres composants NCLB. Les bénéfices commencent à s'annoncer même avant que la stratégie de maintien de l'ordre ne soit mise en œuvre. Le processus de planification dans la collaboration et l'activité de coordination améliorent les relations de travail dans le système de maintien de l'ordre local et résulte, en bout de ligne, en l'amélioration des services aux membres de la communauté.

Processus de mise en œuvre

Étape 1: Établissement du sous-comité de maintien de l'ordre ou de la prévention pour le processus NCLB

Rôles et responsabilités

Tôt dans le processus de planification, le comité directeur établit un sous-comité pour le maintien de l'ordre afin qu'il supervise le composant de maintien de l'ordre de la stratégie locale *Aucune communauté laissée de côté*. Le sous-comité est responsable du développement et de la mise en œuvre de la stratégie de maintien de l'ordre. Il est également responsable de sa coordination avec le composant des services de maintien de l'ordre communautaires (en particulier). Des responsabilités qui peuvent être affectées au sous-comité incluent la coordination des activités de maintien de l'ordre, la résolution des problèmes de mise en œuvre, la détermination de ce qui marche et le changement du cours des mesures prises, quand c'est nécessaire. Les rôles et les responsabilités peuvent varier dépendant des circonstances et des besoins du site.

L'effectif.

Les membres du sous-comité représentent en majorité le personnel du SPO, les dirigeants locaux des communautés, et le personnel des agences partenaires.

Au niveau local, les agents du SPO qui travaillent dans la communauté désignée ou qui la supervise servent sur le sous-comité. Un agent des services de police communautaire sert également sur le sous-comité pour combler tout écart entre les aspects correctionnel et de prévention de l'approche.

On accorde une attention spéciale à l'inclusion des membres de la communauté dans le sous-comité. Les membres de la communauté des forces de maintien de l'ordre pourraient s'opposer à la présence des membres de la communauté quand ils planifient et coordonnent les opérations de maintien de l'ordre. La protection d'information personnelle secrète discutée pourrait empêcher le partage intégral de l'information avec ces membres du sous-comité. Accepter le statut de membre à un individu sur un sous-comité et la décision sur le caractère formel ou informel de ce sous-comité dépend quelque peu de la structure de l'organisation NCLB locale et du personnel du CHRC en question. Le sous-comité est mis en place de la manière la plus avantageuse pour le site.

Dans l'environnement des services de police communautaire, qu'il s'agisse de l'aspect corrective ou de prévention, c'est le rôle de la communauté de travailler avec la police pour identifier les enjeux concernant le service de maintien de l'ordre qui ont besoin d'être résolus, d'identifier les solutions et ressources potentielles à engager dans la résolution des enjeux identifiés, et, chaque fois que c'est possible, d'être impliqué dans la mise en œuvre des solutions identifiées et en évaluer les résultats pour voir si les enjeux de maintien de l'ordre ont été effectivement résolus.

Dans certains cas, le comité peut ne pas être structuré de façon formelle, mais les membres intéressés du personnel du SPO, les agences partenaires et les membres de la communauté se réunissent de temps en temps pour s'entendre sur les mesures et les mécanismes requis pour le suivi et l'imputabilité. Parfois, un comité de planification examine le composant du maintien de l'ordre en même temps que les composants clés : social, physique, et économique. Le maintien de l'ordre vient sous la coupole du service.

La fréquence des réunions

Durant le processus de planification, le sous-comité se réunit fréquemment jusqu'à la fin de l'ébauche de la stratégie de maintien de l'ordre et sa révision par le comité directeur. Le processus de planification demande de gros efforts de travail. — l'identification de problèmes de criminalité locaux, la priorisation, le développement des buts et objectifs et l'établissement d'un plan et d'un calendrier de mise en œuvre. Les rôles et responsabilités de tous les concernés sont clairement définis. Pendant la phase de la mise en œuvre, le sous-comité se réunit de moins en moins.

Étape 2: Révision de l'évaluation des besoins pour identifier les enjeux de maintien de l'ordre prioritaires

Évaluation des besoins

Les membres du sous-comité assistent dans le processus de l'évaluation des besoins en identifiant ce qu'ils pensent être problèmes de criminalité les plus sérieux ou réfractaires et en fournissant des données et l'information qui expliquent la nature de ces problèmes.

Il se pourrait qu'il soit difficile d'avoir des données détaillées de la police sur le lieu désigné à cause du fait que les frontières du site *Aucune communauté laissée de côté* ne correspondent pas forcément à celles des divisions et sous-divisions du SPO. Souvent, cependant, les données existantes aident les membres du sous-comité à définir et à comprendre les problèmes de la criminalité locale. Les sources des données peuvent inclure les appels de services à la police, les arrestations ou incidents liés à la criminalité et les données sur les jeunes. Avant de décider des priorités, le sous-comité révise avec soins les résultats de l'évaluation des besoins.

Les membres ne prennent non seulement pas acte des problèmes de criminalité locaux les plus sérieux, tels qu'identifiés dans l'évaluation de la communauté, mais prennent en compte les perspectives de la communauté sur les enjeux de grande importance et des signes de la détérioration du quartier, tels que les grands taux de chômage et d'abandon des études. Tous ces facteurs sont pris en compte quand on développe les priorités de maintien de l'ordre pour le site NCLB en question.

La perspective communautaire

La participation communautaire est le principe fondamental du processus *Aucune communauté laissée de côté*. On doit prendre en compte et intégrer les opinions des membres des communautés locales dans les prises de mesures, incluant le développement de la stratégie. Le sous-comité de maintien de l'ordre peut inclure les opinions de la communauté de plusieurs manières. Les membres peuvent examiner les résultats de l'évaluation des besoins pour identifier les opinions des résidents sur un éventail de problèmes du quartier. Si une enquête communautaire a été faite ou les groupes de discussion ont été intégrés aux processus d'évaluation, ces éléments peuvent être également examinés pour déterminer l'opinion publique sur les enjeux reliés à la criminalité locale.

Les sous-comités prennent en compte également les opinions du comité directeur. Ce dernier est composé des différentes personnes intéressées du quartier désigné. Parce que ces personnes intéressées vivent ou travaillent dans cet endroit, elles pourraient avoir une opinion qui diffère de la perspective des forces de maintien de l'ordre. D'autres sources d'opinion communautaires peuvent être disponibles du SPO. Les comptes rendus des réunions récentes entre la police et la communauté et d'autres activités de relation avec la communauté peuvent fournir un aperçu des inquiétudes de la communauté concernant les priorités en matière de crimes et de désordre.

Établissement des priorités

Basé sur les activités discutées ci-dessus, le sous-comité arrive à un consensus sur les enjeux de maintien de l'ordre prioritaires. Trois à cinq priorités sont établies pour guider le processus de développement de la stratégie. Des exemples de priorités sont :

- Crime violent des jeunes;
- Activité de gang des jeunes;
- Vente de drogue dans les rues;
- Trafic de drogue et organisations criminelles;
- Crimes commis avec les armes à feu;
- Violence familiale;
- Les membres de la communauté sous surveillance correctionnelle;
- Coordination entre les agences de maintien de l'ordre.

Étape 3: Établissement de buts, objectifs et tâches de maintien de l'ordre

La stratégie de maintien de l'ordre articule clairement les manières d'aborder efficacement les enjeux de maintien de l'ordre prioritaires, les buts et les objectifs à court et long termes, et les mesures spécifiques et activités que les agences de maintien de l'ordre entreprennent pour accomplir les objectifs.

Collaboration et coordination

En développant la stratégie, les membres du sous-comité prennent en compte le but d'établissement d'une relation de travail à long terme entre les agences de sécurité et les forces de l'ordre régulières. La stratégie met l'accent sur la collaboration au lieu des différences entre les forces de l'ordre régulières de la ville et les forces de maintien d'ordre locales et se focalise sur la coordination et le partage de l'information entre toutes les agences de maintien de l'ordre qui opèrent dans le quartier désigné.

Pendant le développement de la stratégie, les membres du sous comité prennent en compte les ressources que la province, la municipalité et les agences de maintien d'ordre locales peuvent offrir au processus NCLB et l'expérience que ces agences ont eue dans leur traitement des problèmes reliés aux drogues illégales, aux gangs et à la violence. L'information qui en découle aide à développer des stratégies qui encouragent la collaboration et la coordination et offre des promesses de réduction de la criminalité.

Les efforts de maintien de l'ordre : Les agences de maintien de l'ordre ont l'expertise qui peut être adaptée à des enjeux spécifiques locaux dans n'importe quel quartier. Les agences pertinentes peuvent jouer un rôle dans la stratégie de maintien de l'ordre et sont considérées comme des partenaires si des problèmes de criminalité exigent leur implication.

Aux niveaux locaux, les stratégies de maintien de l'ordre suivantes s'avèrent efficaces dans les rues. Les sites NCLB qui ont pour enjeu prioritaire la prévention de la criminalité devraient penser à les mettre en œuvre comme partie intégrante de leur stratégie de maintien de l'ordre.

Lutte antidrogue. Les efforts fructueux de lutte antidrogue au niveau local utilisent des tactiques variées. Parce que les trafiquants de drogues s'adaptent rapidement aux approches particulières de lutte antidrogue, aucune tactique donnée n'est efficace pour toujours. Une stratégie fructueuse inclut différentes tactiques, utilisées à des moments différents, pour le maximum d'impact sur le trafic de drogue et les crimes reliés à la drogue.

Programme pour les criminels de carrière ou pour les récidivistes : Ces programmes se focalisent sur les arrestations, les poursuites en justices et l'incarcération des criminels les plus sérieux de la communauté. La prémisses c'est qu'une minorité de criminels commettent un taux de crime disproportionné. En ce concentrant sur leur éradication de la communauté, le maintien de l'ordre affecte de manière significative le niveau d'ensemble de la criminalité dans la communauté.

Gangs. Les Gangs constituent une source constante d'activités illégales. Différentes approches de maintien de l'ordre essayées et éprouvées sont utilisées pour l'identification des gangs et l'intervention contre eux, incluant la combinaison de la police et des patrouilles de probation, la communication et la mise en œuvre d'une politique de tolérance zéro pour les violence des gangs de rue, la restriction des activités de gangs à travers des injonctions, l'augmentation de la rapidité des sanctions contre les membres de gangs, focalisation sur les grands criminels, la mise en œuvre d'un programme de saisi des armes à feu, l'utilisation des programmes de protection des témoins.

Poursuite judiciaire. Les officiels des forces de maintien de l'ordre connaissent les différentes stratégies de poursuite judiciaire qui ont été efficace dans le combat et la suppression de la criminalité.

Partage de l'information

Le sous-comité de maintien de l'ordre ou les membres du sous-comité de planification (si le comité de maintien de l'ordre n'est pas encore mis sur pied) prennent en compte l'importance de l'information des services secrets et l'analyse de la criminalité pour les buts et objectifs de la stratégie NCLB. La collection et l'analyse des données peuvent orienter la prise de décision concernant les tactiques à utiliser et les types de crimes et localités à cibler. Les agences de maintien de l'ordre de chaque niveau de gouvernement ont des renseignements secrets. Les études montrent que la destruction des barrières traditionnelles qui empêchaient les agences de se partager les renseignements résulte en une meilleure coopération et plus de succès dans l'identification, l'arrestation et la poursuite en justice des criminels.

Les renseignements tels que le taux de criminalité, les appels de secours à la police, le nombre de membres de la communauté sous surveillance sont recueillis comme partie intégrante du processus de l'évaluation des besoins; cette information devient une partie de la banque de données secrètes. Quand les efforts de suppression de la criminalité se déroulent, de nouvelles données relatives au quartier sont obtenues — de nouveaux contrevenants et cibles apparaissent et des liens entre éléments criminels qu'on ignorait auparavant font surface. Les services d'appel direct contre la criminalité, le partage d'information avec la communauté à propos du programme *Échec au crime*, par exemple, peut générer de nouveaux noms, des adresses, des plaques d'immatriculation à surveiller et conduire à des découvertes de modèle d'activité de gang et de drogue.

Une base de données secrète coordonnée entre les agences soutient les activités de suppression de la criminalité en facilitant plus d'analyses sophistiquées de la criminalité et rendant ainsi possible l'identification des modèles et des liens criminels.

Étape 4: Identification des ressources additionnelles pour la stratégie de maintien de l'ordre

Les stratégies de maintien de l'ordre requièrent l'implication des officiels du système de justice, des services correctionnels, de la probation et du pardon, des services d'aide aux victimes, du tribunal pour adolescents, et d'autres domaines du système de justice pénale. La participation, dans ce processus, des administrateurs et fournisseurs de services dans les cours de justice permet aux partenaires d'aborder de manière efficace les besoins des contrevenants spécifiques tels que les coupables d'infractions mineures et liées à la drogue. Les tribunaux consacrés en matière de drogues, les tribunaux communautaires, et les tribunaux pour adolescents, qui fournissent les services de traitement de cas spéciaux, des pratiques de sentences arbitrales alternatives sont des exemples de ces efforts entrepris ailleurs et qui peuvent être mis à l'essai sous la grande coupole de supervision et de leadership du Cadre de développement communautaire de la ville d'Ottawa. La stratégie de maintien de l'ordre d'un site peut inclure l'établissement de tels programmes ou la coordination des efforts avec les programmes déjà existants sur place.

Les services de corrections, probation et de liberté conditionnelle, peuvent être particulièrement importants quand plusieurs membres de la communauté dans le quartier désigné sont sous surveillance ou quand on s'attend à ce que plusieurs contrevenants retournent dans le quartier après avoir été en prison. Ces contrevenants peuvent avoir besoin de toute une gamme de services (par exemple la formation professionnelle ou à l'emploi, éducation corrective, logements, counselling, traitement pour toxicomanie etc.) pour empêcher leur retour aux activités criminelles, ou ils peuvent avoir besoin de plus grande supervision. Dans chacun des cas, la coordination entre les services de maintien de l'ordre, de correction et de la communauté est un composant très important de la stratégie de maintien de l'ordre du NCLB.

Dans le cas de la criminalité chez les jeunes, on prend en compte le besoin de suggestions et de la participation des officiels du système de justice pour les jeunes. On entreprend immédiatement une surveillance ciblée de jeunes contrevenants, et des plans à long terme sont coordonnés pour offrir aux jeunes de l'assistance sous forme de services de prévention et d'intervention. Toute les fois que c'est possible, on consulte les officiels du système de justice pour les jeunes lors de la planification de la stratégie et on élargit le sous-comité pour le maintien de l'ordre afin d'inclure ces officiels durant la mise en œuvre.

Les efforts de justice pénale entrepris dépendent des circonstances locales. Les sites NCLB peuvent choisir initialement de se concentrer sur les tactiques de surveillance et de poursuite judiciaires pour fissurer les problèmes de criminalité. Ils se concentrent sur d'autres stratégies plus tard dans le processus pour réduire à long terme les comportements criminels

Étape 5: Développement d'un plan de mise en œuvre pour la stratégie de maintien de l'ordre

Le plan de mise en œuvre requiert l'identification des agences, de la communauté responsable de chaque tâche majeure et activité dans la stratégie, des rôles, des indicateurs de succès et leurs dates de début et d'accomplissement.

L'une des clés du succès c'est la coordination et la collaboration des différentes unités à l'intérieur de la stratégie de maintien de l'ordre. Plus les unités différentes collaborent les unes avec les autres, le plus facile cela devient de prendre des mesures sur les priorités sélectionnées (décidées le plus souvent par la communauté) et le plus l'agence de maintien de l'ordre est capable de bâtir la confiance et les ponts dans la communauté en question.

Services de police communautaire

Aperçu

Cette partie décrit les services de police communautaires en relation avec les sites NCLB. Elle présente les étapes utiles pour la mise en œuvre des services de police communautaires et décrit les enjeux clés de ce processus de mise en œuvre

Vision

Les services de police communautaires constituent un style de surveillance que les agences de maintien de l'ordre adoptent pour guider l'approvisionnement en service dans les quartiers désignés comme ayant un grand taux de criminalité ou des quartiers qui ont identifié la prévention de la criminalité comme leur enjeux prioritaires. Dans un environnement de services de police communautaire, que le résultat escompté soit corrective ou de prévention, c'est le rôle et la responsabilité de la communauté de travailler en collaboration avec la police pour identifier les enjeux d'approvisionnement en services de police qui ont besoin d'être résolus, d'identifier les solutions et des ressources potentielles à engager pour la résolution des enjeux identifiés, et toute les fois que c'est possible, de s'impliquer dans la mise en œuvre des solutions identifiées et, en bout de ligne, de se prononcer sur le fait que ces enjeux de surveillance et de sécurité ont été résolus à cause des mesures prises.

L'étape initiale dans le processus NCLB est de prendre des mesures correctives pour éradiquer les éléments criminels avant d'entreprendre des mesures préventives, de prise en charge personnelle et de restauration du quartier. Le pont entre les mesures de prévention et de correction est le service de police communautaire.

Les officiers de police communautaire, les officiers qui sont constamment restés impliqués dans la communauté assurent la continuité de la sécurité et de la paix de la communauté à travers la communication et les partenariats, en stimulant la mobilisation communautaire, en encourageant les programmes de prévention et les efforts de restauration de la communauté

Les services de police communautaire sont généralement définis par deux composants clés — l'engagement de la communauté et la résolution des problèmes. L'engagement de la communauté est un processus continu entre la police et le public. Le public inclut les résidents, les entreprises privées, les agences gouvernementales, les écoles, les hôpitaux, les organisations à base communautaires et les visiteurs du quartier. .

L'engagement de la communauté s'effectue de plusieurs manières. Ça arrive dans les réunions formelles communautaires avec la police et dans les contacts de routine aux coins des rues. N'importe quel contact entre la police et les membres de la communauté est une opportunité d'engagement communautaire. L'idée c'est de rendre formelles ces relations avec le public en formant des partenariats de collaboration avec les personnes intéressées clés. Celles-ci sont critiques pour plusieurs raisons. La plupart fournissent des services dans les quartiers désignés. Chacune des personnes intéressées peut offrir à la police à la fois un aperçu des problèmes et des solutions potentielles. À cause de leur partage de la responsabilité du quartier et leur compréhension des enjeux, les personnes intéressées sont des ressources importantes pour les programmes de mise en œuvre conçus pour aborder les problèmes.

Faire la prévention des crimes et l'application de la loi sont les fonctions traditionnelles des postes de police. Les services de police communautaire étendent le rôle de la police au delà de l'application de la loi et de l'arrestation des criminels pour inclure l'identification et la réponse aux problèmes de la communauté. De la manière dont la police entreprend la résolution de ces problèmes et la manière dont la police et la communauté se traite l'un et l'autre déterminent le niveau de réussite du maintien de l'ordre dans la communauté.

Pour que le maintien de l'ordre communautaire soit un succès en tant qu'approche et pratique, la police doit comprendre les conditions qui sont au fondement des problèmes associés avec les crimes et les comportements criminels dans le quartier. Ce qui diffère les services de police communautaires de l'approche traditionnelle du maintien de l'ordre c'est le développement et la mise en œuvre de solutions sur mesures pour réduire ces problèmes, et la détermination de l'impact des solutions à travers l'obtention de rétroaction de la communauté. Par conséquent, les processus d'engagement de la communauté (développement de partenariat) et la résolution des problèmes sont des composants centraux et inséparables des concepts et pratiques des services de police communautaire.

Être partenaire avec une communauté sans résoudre ses problèmes n'est d'aucune utilité pour le public. La résolution de problèmes sans la création de partenariat risque de faire abstraction des inquiétudes communautaires les plus urgentes et

de s'attaquer à des problèmes de moindre intérêt pour la communauté, et souvent avec des tactiques que les membres de la communauté pourraient trouver inadmissibles.

En outre, parce que les membres de la communauté savent ce qui se passe dans leurs communautés et qu'ils ont accès aux ressources dont on a besoin pour aborder ces problèmes, leur engagement dans la résolution des problèmes est vital au gain d'information de valeur et à la mobilisation du soutien communautaire contre ces problèmes. À travers des partenariats fructueux avec la communauté, les sources d'information de la police et les connaissances sur communauté s'améliorent. L'élément le plus important du processus amélioré de l'engagement c'est la communication entre la police et les résidents.

Processus de mise en œuvre

Les étapes requises pour la mise en œuvre des programmes communautaires dans les quartiers désignés vont étroitement de pair avec les étapes du processus de mise en œuvre NCLB. De fait, la planification des programmes de maintien de l'ordre pour les services de police communautaire est un processus simultané qui se base largement sur le processus de mise en œuvre NCLB.

Étape 1: Création d'un partenariat au niveau des services de police communautaires

La mise en œuvre fructueuse des services de police communautaires dans les communautés désignées dépend largement de l'engagement et l'implication effective des diverses agences du gouvernement, des membres de la communauté et d'autres institutions. L'engagement s'épanouit à travers l'implication. Les entités diverses ayant des intérêts dans le quartier ont des buts, des objectifs et missions uniques qui doivent être pris en compte et fondus dans un processus de collaboration lors de la planification de la mise en œuvre des services de maintien de l'ordre communautaire.

Veillez trouver ci-dessous quelques responsabilités qu'un partenariat entre la communauté, le SPO et d'autres agences/partenaires doivent entreprendre dans ses efforts de maintien de l'ordre dans un quartier donné:

- Création du plan de mise en œuvre des services de police communautaire;
- Développement des buts et objectifs et identification des problèmes du quartier et des solutions alternatives;
- Assistance dans la recherche des ressources pour aborder les problèmes;
- Coordination avec les autres d'activités visant la résolution des problèmes (par exemple : le comité directeur, les autres agences de la ville).

Le groupe de partenariat se réunit régulièrement pendant le processus de mise en œuvre. On prend les dispositions pour documenter les plans, les problèmes, les solutions provisoires, et les résultats.

Étape 2: Détermination des caractéristiques du quartier

Dans le processus de mise en œuvre NCLB, le comité directeur sélectionne le/les quartier(s). Le coordonnateur NCLB et ses partenaires font également une évaluation participative des besoins du quartier. Cette étape se construit sur l'évaluation communautaire et développe des détails, spécialement en ce qui concerne la criminalité, la peur de la criminalité et la sécurité de la communauté.

La plupart de l'information sociodémographique et celle relative à la criminalité dont on a besoin est recueillie pendant l'évaluation des besoins dans les documents officiels, incluant les plaintes des citoyens, les appels de secours à la police, et les rapports sur la criminalité. La nécessité de cette étape vient du fait qu'on veut collecter de nouvelles informations plus détaillées sur les caractéristiques du quartier. On a besoin d'un recensement porte-à-porte dans le quartier, incluant les entreprises privées et un échantillon représentatif des résidences. La taille de l'échantillon résidentiel dépend du nombre de résidences qui forment le quartier sélectionné.

Le CHRC coordonnateur prend les devants de l'entreprise de sondage. Il se pourrait que certaines agences préfèrent utiliser l'aide de la police civile, de bénévoles, et des membres du personnel de la ville pour les sondages. On développe un instrument de sondage en conjonction avec les partenaires dans le projet communautaire. On en fait un essai pour s'assurer de sa validité et de sa fiabilité. On forme tous les membres de l'équipe de sondage et on leur fournit également le protocole pour effectuer un sondage.

Les buts du sondage sont:

- l'identification de la criminalité et d'autres enjeux reliés à la qualité de vie;

- d'informer les membres de la communauté sur le nouveau programme de services de police communautaire et la manière dont ils peuvent contribuer à son succès.
- Déterminer si les membres de la communauté sont d'accord pour participer d'une façon ou d'une autre au programme et s'ils le soutiennent;
- Identifier les biens du quartier (par exemple : les gens disposés à prendre des rôles de leadership et les ressources publiques) les obligations du quartier (par exemple : les signes de délabrement et de négligence tels que les véhicules abandonnés, violations des codes, les graffitis, la négligence des enfants, les sans abris)
- Déterminer si le comité directeur fait déjà ce travail avant le début de cette étape

On enregistre et analyse avec attention l'information obtenue du sondage pour développer les tendances et motifs.

Étape 3: Développement d'un réseau d'information et de communication

L'information et la communication constituent certains des matériels de construction de l'engagement de la communauté et de la résolution des problèmes. La police a besoin de développer de nouvelles sources d'information et de les fusionner avec celles qui existent pour en faire un réseau utilisable par les services de police communautaire. Quoiqu'on prenne les précautions pour protéger les informations personnelles sensibles, on communique néanmoins les informations aux partenaires et aux autres membres du quartier. Les membres de la communauté contribuent avec des aperçus et des faits à la base de données des d'informations qui peuvent être utiles pour la police.

Le réseau d'information inclut les renseignements secrets (par exemple les renseignements des membres de la communauté ou des membres du service de surveillance du quartier) et les données enregistrées comme part de la routine (par exemple les appels de secours à la police, les rapports sur la criminalité, l'information en provenance des interrogations sur place). Plusieurs agences de surveillance ont automatisé leur réseau d'information qui fournit des données utiles aux agents de polices réguliers à des fins de résolution de problèmes et d'engagement communautaire.

La communication de l'information est aussi essentielle que sa collecte. Les agents de police communautaire développent des manières de communiquer les informations telles que les appels répétés au secours et les crimes rapportés, la police et les autres ressources engagées pour l'accomplissement du processus NCLB, et les programmes planifiés pour les membres de la communauté. Le fournissement de ces données aux membres de la communauté rehausse la crédibilité de la police et améliore les probabilités que les membres de la communauté fournissent à leur tour des informations utiles à la police.

Étape 4: Évaluation et développement de ressources

Cette étape est celle de l'identification des ressources et du développement de ressources additionnelles nécessaires. La liste des ressources est établie en ayant à l'esprit les services de police communautaire. Cette information est disponible facilement au groupe de services de police communautaire. Le groupe révise la liste des ressources et en ajoute au fur et à mesure, en fonction des besoins.

Étape 5: Développement d'un plan de mise en œuvre

Cette étape imite les autres étapes du processus de mise en œuvre du NCLB : identification des buts, objectifs, et activités de mise en œuvre, et développement d'un calendrier de mise en œuvre. Mettre l'accent sur la prévention, spécialement sur la prévention de la criminalité chez les jeunes, est fondamental pour un maintien de l'ordre efficace sur les sites NCLB. Il est aussi important de travailler avec les clubs de jeunes, les conseils de jeunes et d'autres agences de prise de contact, les membres de la police communautaire ayant servi de modèles de rôle positifs et mentors pour de nombreux jeunes en difficulté dans les quatre communautés dans le sud-est Ottawa.

Étape 6: La collaboration pour la résolution des problèmes

Les agents de police communautaire, tout en engageant les membres de la communauté à travers un partenariat, travaillent sur la résolution des problèmes avec la communauté et les agences/organismes partenaires, en particulier le OCH et son personnel de sécurité. Le groupe examine de façon sommaire et identifie les problèmes du quartier, analyse les problèmes ensemble, discute et arrive à une décision collaborative sur les programmes ou les activités pour répondre aux problèmes et aide à leur mise en œuvre et évalue les résultats des programmes ou activités.

La clé pour réussir le maintien de l'ordre communautaire est l'engagement constant, l'interaction régulière, les visites aux membres de la communauté assez souvent et l'implication de la communauté dans une relation de collaboration avec la police et les autres agences.

Pour être efficace, le groupe commence avec un petit problème qui reste quand même important pour la communauté. Les succès initiaux sont critiques dans le développement et le maintien du soutien communautaire. L'enlèvement des graffitis,

le nettoyage des ordures et l'organisation d'activités sportives dans le quartier ou la cuisine en plein air sont des exemples d'activités conjointes.

Les succès dès le début communiquent un sens d'espoir à la communauté. Le processus de résolution des problèmes et la mise en œuvre de nouveaux programmes et activités par le partenariat est un effort progressif qui est coordonné continuellement avec les activités des autres NCLB.

Les efforts de départ des forces de l'ordre communautaire de bâtir la confiance et de travailler avec la communauté sur les buts et objectifs de prévention de la criminalité s'effectuent à travers les méthodes traditionnelles de maintien de l'ordre telles que les grands sondages et l'exécution des mandats de perquisition. Tous les efforts impliquent la coopération. Les initiatives policières entreprises sans consulter les membres de la communauté pourraient ne pas profiter du soutien à grande échelle de la communauté et risqueraient d'encourager l'hostilité contre la police. Si ces initiatives de maintien de l'ordre ne sont pas entreprises en collaboration avec la communauté elles sapent la crédibilité des efforts de service de police communautaire.

Étape 7: Contrôles et évaluation du succès

L'étape finale dans le processus de mise en œuvre est de contrôler et d'évaluer les résultats de la mise en œuvre des services de maintien de l'ordre communautaire. C'est un rôle important pour le comité directeur, qui collecte l'information pour déterminer si le service de maintien d'ordre communautaire est un succès. Le comité directeur est en contact permanent avec les membres de la communauté, prenant continuellement le « pouls » de la communauté par rapport à la mise en œuvre des services de maintien de l'ordre communautaire.

Hypothèses principales

Le SPO doit traiter de plusieurs enjeux importants quand il fait la planification pour la mise en œuvre des services de maintien de l'ordre communautaire, incluant la prise de décisions concernant la manière de changer la culture et les valeurs de la police, l'organisation du département afin de fournir les services de maintien de l'ordre dans la communauté, et la gestion de la mise en œuvre.

Changement de la philosophie et de la culture de la police

Les services de police communautaire ont besoin des efforts aux échelles départementales de la police régulière, requérant ainsi des changements substantiels et à long terme dans les pratiques actuelles et les relations de la police régulière avec le public et les autres institutions. Il est souhaitable, même si ce n'est pas obligatoire, qu'une telle entreprise soutienne le processus NCLB.

Quoi qu'il en soit, le processus NCLB ne requiert pas un changement de haut en bas dans la culture des forces de maintien de l'ordre à l'échelle communautaire pour être fructueux.

Le développement de partenariat communautaire et la résolution des problèmes peuvent être mis en œuvre dans les communautés désignées par des groupes de policiers dévoués et soucieux des enjeux. Cette approche requiert que toutes les activités de maintien de l'ordre entreprises dans ces endroits soient coordonnées avec ce groupe spécifique de policiers. Par exemple, les efforts NCLB seront en danger si une autre unité de police ne suit pas les mêmes priorités identifiées par la communauté de conserve avec les policiers dévoués et soucieux des enjeux ou commence à faire des descentes sans consulter ce groupe de policiers affectés au maintien de l'ordre dans la communauté en question.

Tous les efforts de maintien de l'ordre dans un quartier sélectionné doivent se faire à travers le groupe d'agents de policiers affectés au quartier en question. Tout aussi important, les officiers de police communautaires engagés dans les activités NCLB doivent être capables d'appeler en renfort les autres unités de police pour soutenir les activités de résolution des problèmes et d'engagement communautaire. Ces unités incluent celles des stupéfiants et drogues, gangs, analyse des crimes, enquête, ressource pour les écoles, communications, armes spéciales et l'équipe EICC.

Changement du comportement de l'agent de patrouille

La présence la plus visible de la police dans le quartier c'est l'agent de patrouille. Si le maintien de l'ordre doit être un succès au niveau du quartier, le comportement de l'agent de patrouille doit être conforme aux principes des services de maintien de l'ordre communautaire. Les agents doivent être sensibilisés pour se focaliser sur les problèmes du quartier et pour inclure la communauté dans ces efforts. Les officiers doivent comprendre la manière d'identifier un problème et de l'analyser, et ils ont besoin d'avoir les compétences pour engager la communauté durant le processus de résolution des problèmes.

Les agents de police qui n'ont pas les compétences requises pour engager la communauté et résoudre les problèmes doivent recevoir une formation à cet effet. Le critère le plus important pour l'agent est qu'il soit intéressé à faire partie de

l'effort. Les agents qui travaillent déjà dans les endroits désignés sont prioritaires parce qu'ils connaissent probablement déjà les gens et les problèmes dont il s'agit.

La meilleure manière de rendre plus efficace le comportement des agents de patrouille est de les faire ressembler au modèle de maintien de l'ordre des services de police communautaire. Cela introduit les agents aux quartiers et éventuellement les met au courant des problèmes qui peuvent être résolus à travers une relation de collaboration dans le travail avec les membres de la communauté, les entreprises privées, les agences gouvernementales et les autres personnes intéressées.

Les agents qui travaillent dans les communautés désignées ont besoin d'inclure les membres de la communauté en tant que partenaires dans la correction et la prévention effective des crimes. Dans les opérations de patrouille où il y a une rotation fréquente des agents à travers les périodes de travail et les rondes de surveillance, il est très rare que les agents apprennent à connaître d'autres personnes que les contrevenants et les victimes. Ils développent souvent aussi l'attitude qu'ils doivent entrer et ressortir aussi rapidement que possible de ces « mauvais quartiers ». En n'apprenant pas à connaître les membres de la communauté, certains agents peuvent considérer tous les membres de la communauté comme faisant partie des problèmes. Ainsi, pour que le maintien de l'ordre communautaire soit un succès, les agences de maintien de l'ordre doivent donner le pouvoir aux agents des patrouilles afin de résoudre les problèmes et les affecter autant que possible à un endroit géographique des quartiers désignés. De cette manière, les agents et les membres de la communauté développent des liens de respect et de confiance.

Dans le passé, deux agents de police étaient affectés spécifiquement par la division de l'est à quatre quartiers NCLB. Le succès dans la construction de pont et le rétablissement de la confiance entre le personnel du SPO et de la communauté était phénoménal.

L'expérience montre qu'une différence majeure entre les tactiques de maintien de l'ordre traditionnelles et celles des services de police communautaire est le changement dans la perception organisationnelle de la responsabilisation pour une période limitée (période de travail) à une responsabilisation à temps plein pour une localité géographique. Traditionnellement, les agents des patrouilles et les superviseurs sont responsables de ce qui se passe sous leur autorité ou pendant leur période de travail. Parce que les agents qui sont dans l'exercice de leur période de travail peuvent être affectés à toute la ville ou à de larges espaces de la ville, ils ne sont pas responsables spécifiquement des problèmes qui arrivent pendant chaque autre période de travail. En outre, les problèmes persistants chevauchent souvent les périodes de travail pendant lesquelles les agents travaillent. Similairement, les agents de quartier n'ont jamais l'opportunité réelle de tisser des liens spéciaux avec des communautés spécifiques et d'entrer en interaction de façon régulière et constante avec les membres de la communauté. Notre expérience dans les quatre communautés montre que l'interaction fréquente entre les agents des quartiers et les communautés ont établi une relation à long terme entre les communautés concernées et le SPO. Au commencement, les résidents hésitaient à rencontrer les agents de police. Cependant, le travail de deux agents dévoués et soucieux a changé la perception de la communauté au point où tous les autres agents qui sont venus après eux ont été reçus à bras ouverts.

Quand les problèmes non résolus des quartiers passent de période de travail à période de travail, il est difficile de tenir quelqu'un responsable. Dans les pratiques des services de police communautaire dans les quartiers désignés, les agents de la police communautaire ont la responsabilité principale pour un quartier désigné. On appelle directement ces agents et ils sont tenus responsables pour tous les problèmes de maintien de l'ordre qui arrivent dans le quartier, indépendamment du moment où ces problèmes arrivent.

Le concept de l'intégrité de l'affectation géographique (les mêmes agents sont affectés aux mêmes quartiers sur une longue période de temps) et de responsabilité territoriale (les agents de la police communautaire sont responsables et imputables de ce qui se passe dans leur quartier) est crucial au succès du maintien de l'ordre communautaire. Tous ces concepts ont été éprouvés sur le plan national dans les pays comme les États-Unis et le Royaume uni¹. L'expérience aux

¹ Voir : Les stratégies primées de services de police communautaire. Le rapport donne un aperçu de quelques lauréats du prix des services de police communautaire de l'Association internationale des chefs de police. Il inclut les descriptions brèves des approches novatrices, fructueuses développées et mises en œuvre au niveau local pour réduire la criminalité et le désordre. URL: <http://www.cops.usdoj.gov/RIC/ResourceDetail.aspx?RID=451>

Un exemple de service de police communautaire fructueux est : Compstat et les services de police communautaire : Tirer profit des compatibilités et traiter des conflits, un projet entrepris avec le financement de l'Office du maintien de l'ordre axée sur la communauté, Département de justice des États-Unis. (COPS contrat de coopération No. 2005-CK-WX-K003)

Etats-Unis montre que la police a gagné la confiance et participé au changement de comportement en jouant au softball avec les gangs. La ligue athlétique de la police (Club d'enfants ou d'adolescents) et les matchs de basketball avec les jeunes sont de grands succès ici à Ottawa. De plus, pour démontrer l'engagement du département au quartier et pour s'assurer que les agents ont l'intégrité d'affectation avec la responsabilité géographique, plusieurs agences de maintien de l'ordre aux États-Unis ont ouvert des mini-postes ou des comptoirs de service dans des endroits sélectionnés. Nous avons un CPC dans l'endroit pendant longtemps, mais la différence que deux agents spécifiquement affectés aux quartiers ont faite dans l'une des communautés était transformationnelle de nature.

Changement organisationnel pour permettre le service de police communautaire

Si les agents de maintien de l'ordre communautaire sont tenus responsables pour les endroits désignés, ils ont besoin de ressources adéquates pour faire leur travail. Il appartient aux agences de police de décider s'il faut fournir des services de patrouilles ou pas dans les endroits désignés en utilisant les mêmes agents pour les tours de surveillance ou créer une unité spéciale. Indépendamment de l'approche sélectionnée, les officiers affectés aux quartiers doivent être des agents de service intégral en plus de leurs activités d'engagement communautaire. Autant que possible, que les officiers répondent aux appels des citoyens pour au moins les raisons suivantes :

1. Les agents comprennent en détails les problèmes des résidents et ont l'occasion de discuter des solutions possibles avec eux;
2. Les agents gagnent la connaissance profonde de qui fait quoi dans le quartier, ce qui conduit souvent à l'instauration de sources d'information de valeur;
3. Les membres de la communauté finissent par compter sur leurs agents de police pour s'occuper de leurs appels et problèmes, ce qui pourrait affecter la communication avec les policiers de faction qui viennent juste pour prendre soin de la plainte;
4. Les agents engagés dans les services de police communautaire sont perçus comme faisant un « vrai travail de police »; le service de police communautaire n'est pas perçu comme un programme parmi tant d'autres et qui est voué à l'échec une fois que l'assistance externe qui le maintient le lâchera.

La gestion des appels 24 h/24 et 7 jours sur 7 est un défi des services de police, mais pour avoir du succès dans l'environnement de maintien de l'ordre communautaire, on doit prendre en compte les conditions suivantes : la direction de la police traite de deux importants enjeux d'ajustement organisationnels dans le processus de maintien de l'ordre dans les quartiers faisant partie du processus NCLB. Premièrement, les appels de service ont besoin d'être gérés de sorte à permettre aux agents d'engager les membres de la communauté et réduire les occasions pendant lesquels des agents qui ne sont pas familiers avec le quartier sont envoyés pour répondre aux appels de service ou au secours. Deuxièmement, il faut déterminer à quel point les services seront décentralisés dans le quartier.

Cependant, on a pas besoin de rester préoccupé par les appels de service s'ils ne laissent que très peu de temps pour engager les membres de la communauté dans le processus d'identification, d'analyse, et de mise en œuvre des solutions pour résoudre les problèmes. Il faut libérer les agents des appels de service pour qu'ils puissent s'impliquer dans d'autres activités de maintien de l'ordre dans la communauté, la rencontre des résidents et le développement des liens de confiance. La direction de la police doit examiner la charge de travail liée aux appels et déterminer comment les appels peuvent être mis en ordre de priorité, traités plus efficacement et traités à l'aide de moyens alternatifs.

La mise en œuvre de ce qu'on appelle la « réponse différentielle de la police » (DPR) reste aussi une option pour ce processus. Les cas suivants sont des exemples de la manière dont la DPR peut fonctionner dans des quartiers désignés On peut tirer des leçons des expériences suivantes provenant d'initiatives similaires à la nôtre :

- **Répartition assistée par ordinateur (CAD)** : ces systèmes ont été programmés aux États-Unis où les répartiteurs reçoivent leur formation pour traiter les appels qui ne sont pas des appels d'urgence pour les agents de maintien de l'ordre communautaire pour un temps prédéterminé jusqu'à ce qu'ils soient capables d'y répondre. Dans ces cas, on avise les plaignants du retard et le but derrière cela.
- Certains appels qui ne sont pas d'urgence sont traités en ayant des civils formés à cet effet prendre des rapports par téléphone. Les départements traitent fréquemment des appels tels que les vols mineurs de propriétés, d'autos,

Voir aussi: [Community Policing: The Past, Present, and Future](#), Lorie Fridell and Mary Ann Wycoff, Police Executive Research Forum, US. URL:

http://www.policeforum.org/upload/CommunityPolicingReduced_570119206_12292005152352.pdf

WORKING FOR SAFER NEIGHBOURHOODS: A manual for action, The Crime Concern Trust Limited, Crime Concern, Beaver House, 147-150 Victoria Road, Swindon SN1 3UY, www.crimeconcern.org.uk, www.safer-community.net

et de vandalisme mineur par un rapport téléphonique. Dans ce cas, on remet aux agents du maintien de l'ordre communautaire l'information reçue des rapports téléphoniques dès que possible pour les tenir au courant des problèmes du quartier, et on informe en détails les membres de la communauté des types d'appels traités par téléphone et les raisons pour cette politique.

- Les agences de police telles que celles de [Orlando](#), [Minneapolis](#), [Vernon Hills](#), aux États-Unis ont employé des agents civils de service communautaire pour aider les agents de patrouille dans le domaine avec les appels non urgents à la police pour service. Les (CSOs)² font partie de l'équipe maintien de l'ordre communautaire et remplacent les agents pour le traitement des appels non urgents mais coûteux en temps, afin que les agents puissent allouer plus de temps aux activités de maintien d'ordre communautaire.
- Dans certaines agences, les agents de service de police communautaire ont reçu des téléphones cellulaires afin de pouvoir rappeler les plaignants et fixer des rendez-vous avec eux selon leurs choix, quand les dispatchers leurs envoient les messages concernant les appels non urgents.

L'autre enjeu d'ajustement organisationnel que la direction de la police peut vouloir aborder est le degré auquel il voudrait décentraliser les services.

Le maintien de l'ordre dans les communautés NCLB requiert l'aide d'unités spécialisées telles que celles des stupéfiants et drogues, gangs et armes à feu, violence et d'enquête supplémentaire. Lequel de ces services fait partie de l'équipe des services de police communautaire et ceux fournis par les spécialistes d'une équipe externe doivent être déterminés. La décision de décentralisation des services de police dans le quartier doit impliquer à la fois la police et la communauté.

Rôle de la direction et des superviseurs

Le rôle de l'équipe de gestion et des superviseurs est toujours critique pendant n'importe quel type de changement organisationnel, mais il est particulièrement important dans la transition vers un maintien de l'ordre communautaire efficace. Le rôle le plus important de l'équipe de gestion c'est de fournir un environnement dans lequel les services de police communautaire peuvent être mis en œuvre complètement. Une des meilleures façons d'atteindre ce résultat est de rendre possible à travers le développement de plans qui identifient ce qui doit être fait et qui est responsable de quelle tâche.

La vision du leadership au sommet de la hiérarchie des départements de police est critique; le commandement supérieur a besoin de démontrer au département entier qu'il soutient la philosophie de service de police communautaire. Cela est très important spécialement quand l'agence est au prise avec les décisions critiques telles que le degré auquel il va falloir décentraliser les services au cours de la transition vers l'adoption de la philosophie susmentionnée. Les études montrent qu'il y a généralement de la résistance contre la tentative de mise en œuvre de services de police communautaire³

L'équipe de gestion a besoin également de diriger les efforts pour le développement des documents nécessaires que sont les **critères de sélection des agents et la fiche d'évaluation de la formation et du rendement**. Ces documents soutiennent et renforcent les services de police communautaire. L'équipe de gestion doit fournir les ressources nécessaires aux agents des services de police communautaire pour faire un travail efficace. En plus, on a besoin de l'aide de l'équipe de gestion pour coordonner avec la ville et les agences des comtés l'approvisionnement en services nécessaires des quartiers sélectionnés. Les superviseurs sur le terrain jouent un rôle critique dans l'approvisionnement en service de police communautaire des communautés désignées.

Certaines des fonctions des superviseurs de première ligne incluent :

- Réunions régulières avec les membres de la communauté pour avoir de la rétroaction sur les plans et activités de services de police qui affectent leur quartier;
- Assistance aux agents de services de police communautaire dans la négociation de la co-production de la sécurité publique avec les membres de la communauté;
- Promotion et mise en liste de priorité des activités de résolution des problèmes;
- Contrôle et récompense des services de police communautaire proactifs, spécialement en ce qui concerne l'identification et l'analyse des problèmes;
- Organisation d'interaction entre les agents, les membres de la communauté, et les agences gouvernementales qui peuvent aider avec la résolution des problèmes.

² Voir la description de travail CSO comme référence disponible: URL:
http://www.cityoforlando.net/police/support_services/cso.htm

³ Voir: The Challenges of Implementing Community Policing in the United States
Stephen D. Mastroski*, James J. Willis** and Tammy Rinehart Kochel*. *Policing*, 2007; 1: 223-234

Pendant la mise en œuvre des services de police communautaire, les directeurs de police servent de planificateurs et de dirigeants, alors que les superviseurs sur le terrain servent d'entraîneurs et surveillant du quartier.

Gestion de l'information

Un autre enjeu organisationnel important dans le service de police communautaire est la gestion de l'information pour soutenir la mise en œuvre. Une grande quantité d'information concernant le processus NCLB reste encore à recueillir, à sauvegarder, à y accéder et à analyser. Cette information a besoin également d'être facilement disponible aux agents de service de police communautaire.

Les études montrent qu'il y a trois éléments importants pour tous les crimes : le/les auteur(s) de l'infraction, la/les victime(s) et le lieu. L'information des services de police communautaire a besoin de décrire tous ces trois éléments. L'analyse de la criminalité est disponible pour identifier les contrevenants les plus actifs, les gens avec une histoire de victimisation répétée et ceux qui sont les plus à risque de devenir victimes, et les lieux ayant un taux disproportionnellement haut de criminalité, les activités de gang et de trafic de drogues. Cette information est utilisée pour identifier les problèmes et cibler les activités policière et communautaire, pour concevoir des solutions appropriées aux problèmes, et évaluer l'efficacité des interventions.

Comme susmentionné, les sources importantes d'information utilisées par les agents de service de police communautaire sont les appels pour service, les rapports des incidents sur le terrain, et les renseignements secrets obtenus par les agents. En plus, l'information qui n'est pas maintenue au département de police peut être de valeur. Ces données viennent des agences de libération conditionnelle et de probation, agences de services sociaux, département de logement, entreprises de gestion de biens immobiliers, les écoles et les hôpitaux.

Les membres de la communauté qui habitent le quartier sont une autre source importante d'information. Ils peuvent exprimer leur inquiétude quant à leur sécurité publique dans les réunions de quartiers, pendant le sondage porte-à-porte, dans les rues aux agents des patrouilles pédestres, et dans d'autres rencontres. Les agents de service de police communautaire utilisent cette opportunité pour documenter les problèmes des résidents. Ils peuvent également prendre des renseignements avec les membres de la communauté à travers les services d'appels directs anonymes ou par Internet sur la drogue/stupéfiant et la criminalité. Un exemple montre qu'une agence de police aux États-Unis a envoyé des cartes postales que les membres de la communauté lui ont renvoyées avec de l'information sur la criminalité et d'autres problèmes de leurs quartiers.

Voici un autre exemple de ce qui est en train d'être fait dans le service de police communautaire: Les agents gardent un journal quotidien de résolution des problèmes qui documente les problèmes du quartier et les activités des agents de la police qui œuvrent à les résoudre⁴. Les superviseurs ont besoin d'un tel journal également pour suivre et contrôler les progrès des agents dans leur tentative de résolution des problèmes du quartier. On peut automatiser ce journal dans les agences ayant les capacités de traitement des données.

⁴ Performance Criteria Under a Problem Oriented Policing Model: A Report Prepared for the Ada County Sheriffs Office, John P. Crank, UD Department of Justice, June 03, 2002.

Voir également: Innovative Neighbourhood-Oriented Policing: Descriptions of Programs in Eight Cities. Volume 1 of a Report Submitted to the National Institute of Justice, US, by Susan Sadd and Randolph M. Grime, Series: NIJ Report, Published: June 1995, 99 pages. URL: <http://www.ncjrs.gov/txtfiles/inopvoll1.txt>

Différentes phases et activités	Aboutissements/résultats & données de sortie	Indicateurs	Méthodes/Sources
<p>Maintien de l'ordre</p> <p>Étape 1: Révision des besoins. Évaluation pour identifier les enjeux de maintien de l'ordre prioritaires.</p> <p>Étape 2: Établissement des buts, objectifs et tâches du maintien de l'ordre.</p> <p>Étape 3: Identification de ressources additionnelles pour la stratégie de maintien de l'ordre.</p> <p>Étape 4: Développement d'un plan d'activité et de mise en œuvre pour la nouvelle stratégie de maintien de l'ordre.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. ébauche de la stratégie de maintien de l'ordre. 2. le processus de planification en collaboration et de coordination des activités. 3. Réduction de la criminalité, de la violence et de la crainte chez les membres de la communauté. 4. Qualité de vie améliorée. 5. Élimination des marchés de drogue visibles ou cachés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Approbation et mise en œuvre de la stratégie de maintien de l'ordre par le comité directeur. 2. Rétroaction témoignant sur l'amélioration des relations de travail avec les services de police. 3. Changement du nombre d'appels pour assistance à la police 4. Réduction dans le taux de criminalité 	<p>Les groupes opérationnels conjoints de la communauté et de la police; programme d'intervention contre les gangs; enquête sur les stupéfiants/drogues; poursuite judiciaires ciblées.</p>
<p>Service de police communautaire</p> <p>Étape 1: Création d'un partenariat entre le quartier et le service de police du quartier.</p> <p>Étape 2: Détermination des caractéristiques du quartier.</p> <p>Étape 3: Développement d'un réseau d'information et de communication.</p> <p>Étape 4: Évaluation et développement de ressources.</p> <p>Étape 5: Développement d'un plan d'activité et de mise en œuvre (AIP). Étape 6: Collaboration dans la résolution des problèmes</p> <p>Étape 7: Contrôle et évaluation du succès.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préparation du plan de service de police communautaire. 2. L'adoption du style de service de police communautaire par la Police régulière afin de fournir efficacement les services. 3. La communauté est engagée dans la résolution des problèmes. 4. Mise en place du réseau d'information et de communication. 5. Continuation dans le sens de la politique communautaire. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'actions entreprises concernant le plan de mise en œuvre de service de police communautaire. 2. Nombre d'activités criminelles identifiées et abordées. 3. Nombre d'appels répétés à la police. 4. Nombre de crimes rapportés. 5. Les ressources policières et gouvernementales engagées dans le processus. 6. Nombre d'initiatives de service de police communautaire planifiées. 7. Nombre de rencontres 	<p>Les réunions officielles entre la police et la communauté et les contacts informels de routine dans le quartier; Les activités de relation communautaire élargies pour informer la communauté toute entière des nouvelles initiatives; utilisation de cartes postales que les membres de la communauté renvoient à la police avec des informations sur la criminalité et d'autres problèmes de leurs quartiers; et le maintien d'un journal de résolution des problèmes</p>

		de partage d'informations avec la communauté.	
		8. Intégration des initiatives de service de police dans la communauté cible.	

La restauration du quartier

Aperçu

La restauration du quartier est le quatrième composant majeur du processus *Aucune communauté laissée de côté*. Elle se focalise sur la revitalisation du quartier en tirant plein profit des ressources locales, provinciales et celles du secteur privé. La restauration d'un quartier peut être complexe et parfois de longue haleine, un processus progressif. Cette partie donne un aperçu des étapes de la mise en œuvre d'un plan de restauration de quartier qui encourage la mise à profit des ressources clés à tous les niveaux pour maximiser leur impact sur le quartier désigné.

Vision

La restauration d'un quartier va au delà des édifices physiques — il s'agit de restaurer le capital humain du quartier à travers le l'approvisionnement en outils pour aider les membres de la communauté à se trouver des emplois avec des salaires convenables, de vivre dans un environnement exempt de criminalité et de commencer de nouvelles entreprises privées. Elle reconnaît les besoins des jeunes et des plus âgés. Les activités de jeunes en sécurité dans des parcs, les logements et services aux aînés, et l'accroissement des services médicaux et sociaux traitent plusieurs maux des communautés.

L'on pourrait croire que l'étendue de l'intervention s'élargit de plus en plus. Cependant, une solution complète à long terme requiert un processus complet et détaillé. Par exemple, il serait naïf de s'attendre à des solutions à long terme sans avoir aidé les communautés à établir des entreprises privées et à acquérir les permis d'opération appropriés. Celles-ci peuvent éventuellement devenir des comptoirs de services dans la communauté. On pourrait développer des programmes qui encourageraient les membres de la communauté à économiser leurs argent et fournir des subventions paritaires qui pourraient être utilisées pour acheter une maison, commencer une entreprise privée, ou compléter une formation. Les programmes de formation qui fournissent aux membres de la communauté des compétences accrues en technologie leur permettent de se trouver du travail avec des salaires élevés. D'autres programmes pourraient aider les membres de la communauté à corriger leurs problèmes de crédit et les préparer à être propriétaires de leurs maisons.

Tous les composants mentionnés jusqu'à maintenant dans le but de correction jettent les bases de la restauration communautaires. Chaque effort dans le but de se débarrasser d'une communauté d'éléments négatifs apporte des ressources positives et les biens physiques dont on a besoin pour revitaliser la communauté. Les changements dans la populations, les conditions économiques ou physiques et dans les attitudes sociales affectent tous les quartiers de manières complexes. La plupart de ces types de changements sont dictés par les décisions prises au niveau du gouvernement local — ce qui fait que NCLB est la stratégie idéale pour l'amélioration des quartiers en détresse. En travaillant en collaboration avec la ville et les agences gouvernementales principales, le processus NCLB rassemble les personnes intéressées pour tirer plein profit de leur ressource collective et atteindre les buts de restauration pour le NCLB.

La phase 5 du processus NCLB décrit les étapes requises pour développer une stratégie locale *Aucune communauté laissée de côté*. Une fois les résultats initiaux de la stratégie provenant de l'analyse des besoins et des ressources disponibles sont mises en œuvre, ils fournissent un environnement communautaire plus sûr et plus stable qui promeut la restauration. La restauration du quartier offre aux membres de la communauté l'opportunité de voir littéralement les améliorations de leur communauté.

La restauration d'un quartier apporte plus que l'injection de nouveaux programmes dans la communauté. Elle s'auto définit: Le processus naît des membres de la communauté et survit à travers les actions et les choix de ces même personnes concernées qui vivent et travaillent dans le quartier. Le processus de restauration reflète les besoins de toute la communauté et non pas la vision des représentants de la communauté sur le comité directeur. La restauration du quartier est une stratégie à long terme.

La restauration d'un quartier commence avec la vision de ce à quoi la communauté devrait ressembler et ce que les partenaires peuvent offrir aux membres de la communauté. Le processus de restauration commence par l'inventaire de ce qui, dans la communauté, pourrait être développé, qui peut être recruté, et qu'est-ce qu'on peut sécuriser et qu'est-ce qui a besoin d'être remplacé par une entreprise qui serait bénéfique à toute la société. Ce n'est pas une tâche facile à accomplir. Cependant, le succès viendra par étapes incrémentielles et des petits accomplissements.

Processus de mise en œuvre

Après avoir mis en route la première phase de la stratégie locale *Aucune communauté laissée de côté*, il se pourrait qu'on ait à revoir les buts et objectifs de la restauration pour s'assurer qu'ils sont appropriés. Une révision est nécessaire parce que les efforts initiaux de stabilisation pourraient ne pas marcher exactement comme planifiés; les stratégies de restauration ne marchent pas dans les communautés avec des taux élevés de criminalité.

Quoique le comité central puisse identifier les enjeux de base de la restauration avec l'aide du bureau de planification de la ville, les détails spécifiques et le calendrier d'exécution sont coordonnés avec les membres de la communauté vivant dans le quartier en question. Faire des plans de restauration qui contredisent les valeurs et les attentes communautaires peut constituer un obstacle au processus et saper les efforts de stabilisation. La restauration conçue sans prendre en compte les opinions des résidents pourrait produire des effets négatifs dans la communauté et accélérer le déclin de façon involontaire.

Ce ne sont pas tous les membres du comité directeur qui sont experts en développement communautaire, et il n'est pas réaliste de vouloir exécuter des projets complets et détaillés sans avoir suffisamment bénéficié de l'avis des experts en la matière. En plus, la restauration de quartier est l'un des composants du NCLB qui permet aux membres de la communauté de s'impliquer activement dans la transformation de leur quartier à travers une série d'activités à moindre coûts ou gratuites.

Au cours du développement d'un plan de mise en œuvre pour la restauration d'un quartier, il faut suivre la démarche suivante.

Étape 1: Création d'un sous-comité

La création d'un sous-comité pour la restauration d'un quartier est importante si on veut impliquer les membres de la communauté et les autres personnes intéressées dans un processus de restauration organisé. Quoique plusieurs organisations communautaires locales peuvent exister, elles se focalisent seulement sur l'approvisionnement en un service spécifique des membres de la communauté et n'examinent pas comment elles peuvent travailler toutes ensemble pour tirer plein profit de leurs ressources réunies. Cela ne veut pas dire qu'elles ne sont pas intéressées à le faire. Souvent, elles ont besoin d'être rassemblées autour à cet effet. Le sous-comité unis les groupes.

Le sous-comité pourrait inclure les représentants du comité directeur et des organisations communautaires qui ne sont pas membres du comité directeur, mais ont un intérêt ou de l'expertise correspondant à celle dont on a besoin dans une restauration de quartier. Les membres de la communauté sont généralement intéressés à ce type de comité ainsi que les corporations de développement communautaire, les agences d'action communautaire, les agences gouvernementales, les institutions financières, les fondations et les entreprises privées.

On dresse une liste des organisations qui pourraient être intéressées à participer au sous-comité et on les contacte. Il est important de rappeler que les individus qui acceptent de servir sur le sous-comité doivent comprendre que leur participation est à titre bénévole et que leur organisation ou agence ne reçoit pas de fonds. Le sous-comité doit s'assurer aussi que ces membres ont le temps d'assister aux réunions.

Le comité directeur du NCLB promeut le développement du plan de restauration en usant de l'aide des professionnels lors de la conception du plan, en ciblant les ressources locales et en sollicitant la coopération qui peuvent renforcer les plans locaux.

Étape 2: Révision de l'évaluation des besoins fait pour le quartier

L'un des bénéfices de l'évaluation des besoins faite au commencement est que les priorités ainsi identifiées aident à formuler les buts de chacun des quatre composants NCLB. Parce que la majorité de l'évaluation pourrait se focaliser sur les conditions économiques de l'endroit cible, cette information sert de base à la création des buts de restauration du quartier. Dans les sessions de planification du sous-comité, le groupe examine ces enjeux et détermine quel rôle il peut jouer dans la quête de solution pour chacun d'entre eux.

Étape 3: Formulation de buts et objectifs

Une fois que le sous-comité identifie les enjeux locaux, il formule les buts et les objectifs et se focalise sur la manière dont ces buts et objectifs devront être accomplis. Certains buts ont trait à la stabilisation de la communauté et d'autres à sa restauration. Les membres du sous-comité prennent en compte les activités ou les tâches qui produisent à la fois des résultats à court terme et à long terme.

Les membres de la communauté sont souvent frustrés par les initiatives qui commencent bien et se solde par un échec. Similairement, ils cherchent les preuves positives et immédiates de l'investissement NCLB dans leur communauté. Les activités à court terme ayant pour objectifs de produire des résultats tangibles incluent les activités telles que celles des nettoyages du quartier et l'allocation de jours spéciaux pour l'enlèvement des graffitis — ce sont des activités que les membres de la communauté peuvent voir, y participer et en bénéficier.

Les défis à long terme de la restauration du quartier incluent la réduction du chômage, l'encouragement de démarrage de nouvelles entreprises et la mise à niveau des conditions de vie dans le quartier.

Étape 4: Développement des activités pour atteindre les buts et objectifs

Après avoir formulé les buts et objectifs, le sous-comité identifie les activités pertinentes pour mettre l'accent sur l'approvisionnement en service des membres de la communauté et du quartier en entier. Ces activités peuvent requérir une série de partenaires, à la fois interne et externe à la communauté. Les exemples suivants constituent ceux d'activités entreprises ailleurs qui peuvent aider à restaurer la santé économique de la communauté.

- **Réduction du chômage** : L'organisation de salon de l'emploi pendant les fins de semaine dans les écoles locales avec les employeurs locaux et les organisation d'assistance à l'emploi afin de fournir des informations sur le travail et les programmes d'assistance à l'emploi;
- **Accroissement du pouvoir de développement des entreprises des résidents** : Travail avec les institutions concernées pour donner la formation sur la manière de commencer une entreprise privée;
- **Accroissement du nombre de propriétaires**. Les enjeux tels que ceux de mauvais crédit, d'économies et d'investissement ont besoin d'être abordés; on pourrait offrir des classes sur la manière de devenir propriétaire d'une maison au fur et à mesure que le nombre de personnes employées augmente. Les organisations locales pourrait entrer en partenariat avec NCLB pour offrir des classes sur un ou plusieurs de ces sujets.

Dans chacun de ces exemples, le sous-comité ne joue pas le rôle de leader mais facilite la mise en œuvre de ces stratégies en encourageant la collaboration entre les organisations (des secteurs public et privé) qui ont les ressources et l'expertise pour fournir ces services.

Étape 5: Obtention de l'approbation du comité directeur

Après le développement du plan de mise en œuvre, on le soumet au comité directeur pour obtenir son approbation — un processus très important, dans la mesure où il fournit des opportunités additionnelles pour les membres de la communauté et les personnes intéressées de donner leurs opinions sur le plan et la manière dont les activités décrites dans le plan constituent des compléments aux activités des autres composants de la stratégie *Aucune communauté laissée de côté*.

Le coordonnateur est responsable de la programmation des activités pour éviter au maximum la duplication des manifestations qui ont pour objectifs de sensibiliser les membres de la communauté à participer au processus. Le comité directeur a la responsabilité en bout de ligne de contrôler le plan complet du site; cependant, le sous-comité de restauration du quartier est responsable directement de la mise en œuvre des activités de restauration du quartier. On rapporte régulièrement le progrès des activités planifiées au comité directeur. Aucun composant NCLB n'est plus important que les autres. La communication entre le sous-comité et le comité central assure non seulement une mise en œuvre fructueuse de la stratégie *Aucune communauté laissée de côté*, mais permet également que le maximum de ressources soutiennent chacune des activités planifiées.

Étape 6: Ajustement des buts, objectifs ou activités

Après avoir formulé les buts et objectifs et commencé la mise en œuvre des activités, on en fait une évaluation pour les ajuster en fonction des défis imprévus.

Les buts initiaux peuvent finir par rentrer en conflit avec les autres activités communautaires, ou on pourrait ne pas bénéficier du soutien des organisations locales dont on a besoin pour atteindre ces buts tel que prévu. Les buts qui sont

établis ne sont pas pour le CHRC concerné mais pour la communauté. Si les buts du NCLB paraissent être en conflit avec ceux des organisations communautaires, soit on incorpore ceux des organisations dans la stratégie *Aucune communauté laissée de côté* ou on développe de nouveaux buts.

À partir de l'évaluation des besoins de la communauté fait par le comité de planification, on établit une liste des enjeux identifiés par les personnes intéressées qui doit être abordée au cours de la restauration du quartier. S'il y a un besoin d'ajuster les buts ou les objectifs, on révisé cette évaluation de manière à ce que la stratégie *Aucune communauté laissée de côté* continue de travailler sur les enjeux prioritaires. Parfois, le but ou l'objectif est bon, mais le temps requis pour mettre en œuvre une activité doit être prolongé. Les ajustements sont acceptables tant que le processus reste focalisé sur les activités en accord avec la restauration du quartier.

Étape 7: Évaluation du plan de restauration du quartier

Pour être efficace, un genre d'évaluation planifiée est fait pour déterminer les résultats des efforts de restauration. C'est vital pour le sous-comité de savoir si les buts et objectifs de la restauration sont appropriés et réalisables.

Les membres du sous-comité contrôlent deux niveaux d'indicateurs principaux pendant la mise en œuvre des activités. Le premier niveau à trait aux indicateurs des résultats établis comme partie intégrante du processus d'ensemble de la planification qui doit coïncider avec les objectifs. Par exemple, si un objectif inclut l'organisation d'atelier sur le développement des petites entreprises, deux indicateurs peuvent être évalués : combien d'ateliers ont été donnés et combien de personnes ont assisté à ces ateliers.

Le niveau suivant d'indicateurs va au delà des objectifs et peut prendre des mois pour être complètement documenté. En nous référant à l'exemple d'atelier sur les petites entreprises susmentionné, le deuxième niveau d'indicateurs à documenter sera l'augmentation du nombre de démarrage de nouvelles entreprises dans le quartier.

Les indicateurs principaux de base sont importants puisqu'ils mesurent l'efficacité d'ensemble du processus de restauration, qui inclut à la fois les activités de stabilisation et de restauration. Il faut de la documentation pour savoir, par exemple, si les conditions dans la communauté qui affectent les membres de la communauté s'améliorent et résultent en l'augmentation dans le nombre des membres de la communauté ayant trouvés un emploi.

Récapitulation du processus

- Rassemblement d'individus au sein d'une équipe diversifiée pour servir sur le sous-comité de restauration du quartier;
- Révision de l'évaluation des besoins faite par le comité de planification initial;
- Formulation de buts, objectifs et activités;
- Soumission du plan de restauration du quartier au comité directeur pour son approbation, et la vérification du fait que les tâches de la restauration du quartier viennent en compléments aux autres composants de la stratégie *Aucune communauté laissée de côté* ;
- Mise en œuvre du plan, reconnaissance de la nécessité de l'ajuster au fil du temps, si besoin il y a;
- Établissement des indicateurs principaux de base et évaluation régulière du plan

Hypothèses principales

Le sous-comité n'a pas besoin d'être directement responsable pour la mise en œuvre des activités de restauration du quartier, mais plutôt doit servir à coordonner ces activités organisées par des organisations qui existent déjà sur place dans la communauté et qui possèdent l'expertise requise. Aussi, si les membres de la communauté dans le quartier ne participent pas au programme, la restauration se soldera probablement par un échec.

La participation ne signifie pas venir écouter les mises à jours NCLB au centre communautaire local, mais au contraire, inclut la participation volontaire dans les activités conçues pour éliminer les influences négatives et créer un environnement de vie positif. Encourager la participation peut être difficile, mais il peut être fait. Il n'y a pas de solution miracle qui résulte en une participation massive des membres de la communauté. Les agents des services de police communautaire aident avec l'implication des membres de la communauté parce qu'ils parlent avec eux presque quotidiennement. Il se pourrait qu'il soit nécessaire de réviser occasionnellement la composition du sous-comité. Si des gens ne sont plus intéressés ou ne peuvent tout simplement plus assister aux réunions, il faut les remplacer par de nouveaux membres. S'il n'est pas possible d'assurer la participation des officiels du sommet hiérarchique des organisations locales, il faut s'assurer que ceux qui viennent les représenter ont l'autorité suffisante pour prendre des décisions au nom de ces organisations.

La programmation des réunions du sous-comité est un défi organisationnel. Quoique les réunions programmées dans la journée soit idéales pour les membres du personnel représentant les organisations, le nombre des membres de la communauté qui travaille et qui sera capable d'assister à de telles réunions pourrait être limité. Il est nécessaire de trouver un calendrier qui sied à la majorité.

Planifier et diriger un processus de restauration avec succès est une tâche difficile parce que la majorité des forces du marché socioéconomiques qui affectent la valeur d'un quartier ne sont pas sous le contrôle de la stratégie *Aucune communauté laissée de côté*. Avoir à l'esprit la période de temps réaliste requise pour restaurer un quartier peut aider à équilibrer les attentes en matière de changement et résultats des activités critiques, programmes et services, qui affectent positivement la vie des membres de la communauté.

Différentes phases et activités	Aboutissements/résultats & données de sortie	Indicateurs	Méthodes/Sources
<p>Prévention et prise en charge personnelle</p> <p>Étape 1 : Révision de l'évaluation des besoins et développement d'un plan d'action</p>	<p>1. Développement d'un cadre, pour l'organisation d'une communauté en sécurité et en bonne santé, qui inclut les stratégies de la prévention, l'intervention, et la prise en charge personnelle.</p> <p>2. Établissement d'un lieu de réunion dans chaque quartier.</p>	<p>1. Le cadre est préparé et approuvé par le comité directeur.</p> <p>2. Les activités dans les maisons communautaires.</p> <p>3. Nombre des autres agences et organisations qui intègrent leurs services.</p> <p>4. Nombre des activités après l'école, sportives, de groupes, de travail de maison, etc.</p>	<p>Les activités après l'école ou périscolaires, les programmes de récréation et de sports, les activités en groupes, etc....les clubs tels que les scouts et groupes similaires, les classes ELS, les programmes de formation qui enseignent aux enfants d'être fiers d'eux-mêmes, de leur familles et de leurs héritages culturels; et l'assistance avec les devoirs de maison et tutorat.</p>

<p>Restauration du quartier</p> <p>Étape 1: Révision de l'évaluation des besoins faite pour le quartier</p> <p>Étape 3. Formulation des buts et objectifs.</p> <p>Étape 4: Développement d'activités pour atteindre les buts et objectifs.</p> <p>Étape 5: obtention de l'approbation du comité directeur</p> <p>Étape 6: Ajustement des buts, objectifs, ou activités.</p> <p>Étape 7: Évaluation du plan de restauration du quartier.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. la communauté est stabilisée et le capital humain des quartiers est restauré 2. Réduction de la criminalité 3. Le sous-comité pour la restauration est mis sur pied. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de personnes bénéficiant des opportunités d'emploi. 2. Réduction dans le nombre des activités criminelles. 3. Le comité de restauration est fonctionnel (se réunit, planifie, met en œuvre et évalue les activités). 4. Nombre des ateliers sur l'emploi offert. 5. Nombre de participants dans les classes de formation et dans les ateliers sur l'emploi.[i] 	<p>Les opportunités de formation liées à l'emploi; l'assistance en employabilité</p>
<p>Évaluation</p> <p>Étape 1: identification du coordonnateur et des autres membres de l'équipe d'évaluation.</p> <p>Étape 2: Révision des priorités à mesurer.</p> <p>Étape 3: Formulaire d'entrée de données à préparer</p> <p>Étape 4: Logiciel d'entrée de données à développer.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapports analytiques trimestriels et annuels à préparer. 2. Prise de décision sur les politiques en fonction des analyses et évaluations présentées dans ces rapports. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Compte rendu des prises de décision sur les ressources disponibles et les facteurs influençant leur allocation et d'autres décisions d'ajustement 2. Le système d'entrée des données est mis en place et génère des rapports périodiques. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les étudiants aident avec l'évaluation des projets.